



AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE  
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS

- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -  
Semaine du 27 septembre au 3 octobre 2019

Tunisie :

- Les Tunisiens inscrits sur les listes électorales vont élire, dimanche 6 octobre 2019, les 217 députés qui siègeront à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) pendant 5 ans.
- Le déficit budgétaire à la fin du mois de juillet 2019 se creuse de +20,7% en glissement annuel (g.a.), à -2,7 Mds TND sur les 7 premiers mois de l'année.
- L'investissement industriel baisse de 26,3% sur les 8 premiers mois de l'année 2019 en glissement annuel.
- L'inauguration du premier centre de formation issu du programme ELIFE, qui bénéficie d'une subvention de 2,9 M EUR de l'Agence Française de Développement (AFD), a eu lieu à Siliana le 1er octobre 2019.
- Les entreprises tunisiennes ont été invitées à participer à la 2ème édition du forum Ambition Africa ayant lieu les 30 et 31 octobre 2019.

Libye :

- La National Oil Corporation (NOC) et l'Indonésie discutent des opportunités de formation et du développement de projets offshore.
- Le gouvernement a décidé de suspendre les augmentations de salaire des employés.

**TUNISIE**

- Les Tunisiens inscrits sur les listes électorales vont élire, dimanche 6 octobre 2019, les 217 députés qui siègeront à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) pendant 5 ans.

Environ 7 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales sont attendus dimanche 6 octobre 2019 pour élire les 217 députés qui siègeront à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) pour un mandat de 5 ans. Il s'agit du second scrutin législatif depuis l'adoption de la Constitution entrée en vigueur le 7 février 2014. L'élection se déroulera en un seul tour via un scrutin proportionnel plurinominal. Les députés seront issus de 33 circonscriptions électorales dont 27 sur le territoire tunisien (4 à 10 députés par circonscriptions, pour un total de 199 députés en Tunisie). Les six circonscriptions pour les Tunisiens de l'étranger se répartiront les 18 sièges restants (dont 5 sièges pour les deux circonscriptions des Tunisiens résidents en France). Plus de 15 500 candidats se présentent, répartis dans plus de 1 500 listes, dont au moins un tiers sont dites indépendantes. Parmi les principales listes, on retrouve (i) le parti d'obédience islamique Ennahdha ; (ii) le mouvement politique Tahya Tounes (« Vive la Tunisie ») créé en janvier et dirigé par le Chef du gouvernement actuel, M. Youssef Chahed ; (iii) Qalb Tounes (« Au cœur de la Tunisie ») créé en juin 2019 et dirigé par M. Nabil Karoui, qui s'est qualifié pour le second tour du scrutin présidentiel ; (iv) le mouvement Aïch Tounsi (« Vivre à la Tunisienne »), lancé par Mme. Olfa Terras Rambourg ; (v) le Parti destourien libre (PDL) de l'avocate Mme. Abir Moussi. L'autre candidat qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle, M. Kaïs Saïed, n'est représenté par aucun des partis pour ces législatives, il se dit opposé au système partisan et s'est refusé à toute consigne de vote. [Selon l'article 89 de la Constitution de la République Tunisienne de 2014](#), le parti vainqueur du scrutin législatif aura deux mois pour constituer un gouvernement qui devra obtenir la confiance de la majorité des nouveaux députés élus à l'ARP, soit 109 voix. Si le parti arrivé en tête du scrutin échoue dans cette tâche, le Président de la République pourra alors proposer un Premier ministre, qui disposera à son tour de deux mois pour mener à bien la même mission. Après cette période de 4 mois, si aucun gouvernement n'a été constitué, le Président de la République peut décider la dissolution de l'ARP et l'organisation de nouvelles élections législatives. Pour rappel, le premier tour de l'élection présidentielle anticipée a eu lieu dimanche 15 septembre 2019, débouchant sur la qualification au second tour de M. Kais Saïed (indépendant) et de M. Nabil Karoui (Qalb Tounes). L'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) a confirmé que le deuxième tour de cette élection aura lieu dimanche 13 octobre 2019.

- Le déficit budgétaire à la fin du mois de juillet 2019 se creuse de +20,7% en glissement annuel (g.a.), à -2,7 Mds TND sur les 7 premiers mois de l'année.

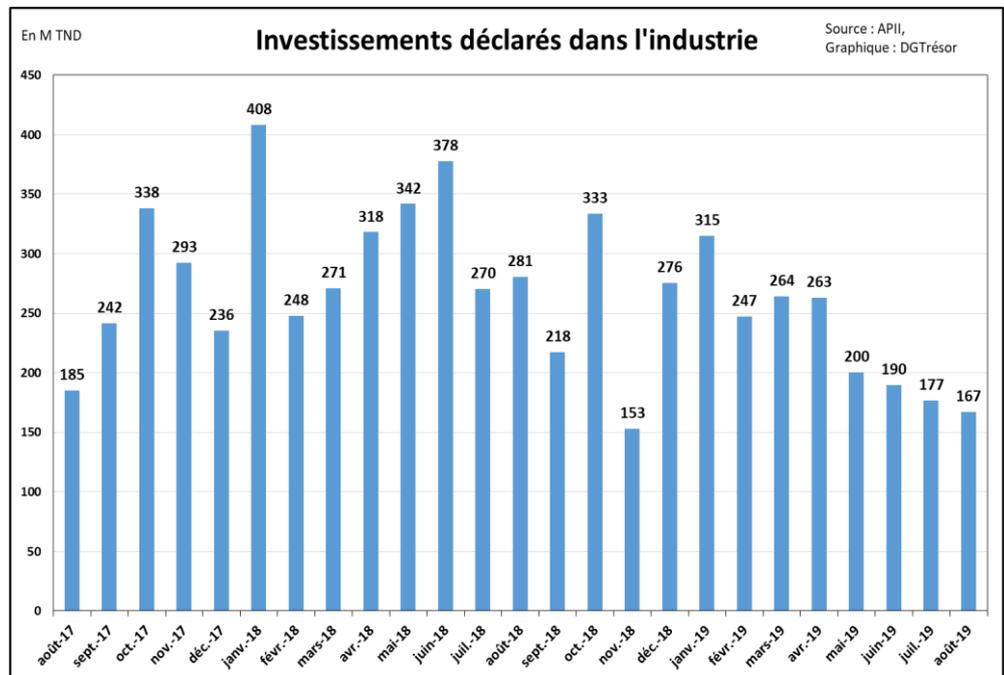
Le ministère des Finances a publié les [Résultats provisoires de l'Exécution du Budget de l'Etat](#) à la fin juillet 2019. Le déficit budgétaire à la fin du mois de juillet 2019 se creuse de +20,7% en glissement annuel (g.a.), à -2,7 Mds TND, contre -2,2 Mds TND fin juillet 2018. Ce creusement s'explique par la hausse des dépenses publiques (+25,6% sur la période en g.a., à 26 Mds TND fin juillet 2019) résultant essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement, dont la causalité est répartie équitablement entre l'accroissement (i) des rémunérations publiques (+12,4% en g.a. sur la période, à 9,8 Mds TND fin juillet 2019) et celui (ii) des interventions publiques (+50,7% en g.a. sur la période, à 3,3 Mds TND). Cette hausse des dépenses totales n'a pas pu être compensée par la hausse moins importante des recettes propres de l'Etat (+17,6% en g.a. sur la période, à 18,6 Mds TND). L'augmentation des ressources de l'Etat s'explique essentiellement par la hausse des recettes fiscales, et plus particulièrement des impôts directs. En effet, les ressources liées aux impôts sur le revenu ont augmenté de +41% en g.a. sur la période, à 5,2 Mds TND fin juillet 2019, et dans une moindre mesure, les recettes liées aux impôts sur les sociétés ont augmenté +33,5% en g.a. sur la période, à 2,3 Mds TND fin juillet 2019. Pour rappel, conformément aux engagements pris notamment auprès du Fonds monétaire international (FMI), les autorités tunisiennes se sont engagés dans la loi de finances 2019 (LF 2019) à réduire le déficit budgétaire à -4,5 Mds TND en 2019 (soit -3,9% du PIB), contre un déficit de -5 Mds TND en 2018 (-4,8% du PIB).

- L'investissement industriel baisse de 26,3% sur les 8 premiers mois de l'année 2019 en glissement annuel.

Selon [les derniers chiffres de l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation \(APII\)](#), les investissements déclarés dans l'industrie ont diminué de -26,3% sur les 8 premiers mois de 2019 en g.a., à 1 853,4 M TND fin août 2019. Au niveau sectoriel, cette baisse sur les 8 premiers mois de 2019 s'explique principalement par la diminution des investissements industriels dans le secteur de l'agroalimentaire (-30,35% en g.a. à 479,9 M TND fin août 2019) et dans le secteur des matériaux de construction (-47,5% en g.a. à 225,2 M TND fin août 2019). Ce ralentissement dénote aussi des disparités géographiques, puisqu'il est plus ciblé dans les

grandes villes du pays. En effet, 26% de la baisse est expliquée par la baisse des investissements déclarés à Tunis (-79,3% en g.a. à 45,1 M TND fin août 2019, contre 217,7 M TND fin août 2018) et 16,3% est expliquée par celle à Sfax (-48,2% en g.a. à 115,9 fin août 2019, contre 223,7 fin août 2018). Enfin, cette baisse de l'investissement est expliquée à 82% par la baisse des investissements à part 100% tunisienne (-21,6% en g.a. à 1204,8 Mds TND fin août 2019, contre 1748 M TND fin août 2018). A noter que les investissements de 100 M TND et plus ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques car la prise en compte de « ces rares projets biaiserait les tendances » selon l'APII.

Par ailleurs, les investissements déclarés dans les services ont diminué de -30% sur les 8 premiers mois de 2019 en glissement annuel (g.a) à 610,6 M TND fin août 2019, contre 872 M TND fin août 2018. Il s'agit d'une chute des investissements déclarés dans les services depuis deux ans puisqu'ils avaient déjà baissé de -40,6% en g.a. sur les 8 premiers mois de l'année 2018.



- *L'inauguration du premier centre de formation issu du programme ELIFE, qui bénéficie d'une subvention de 2,9 M EUR de l'Agence Française de Développement (AFD), a eu lieu à Siliana le 1er octobre 2019.*

Le premier centre technologique dédié à la jeunesse tunisienne, issu du programme ELIFE de l'AFD, a été inauguré à Siliana le mardi 1er octobre 2019. Etaient présents l'ambassadeur de France en Tunisie, M. Olivier Poivre d'Arvor, le directeur adjoint de l'AFD en Tunisie, M. Ficini, le secrétaire d'Etat auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports chargé de la Jeunesse, M. Abdelkoddous Saâdaoui, ainsi que le président de Vermeg, membre du conseil d'administration de la Fondation Tunisie pour le développement et initiateur du programme ELIFE, M. Badreddine Ouali. Ce programme s'adresse aux jeunes diplômés des Instituts Supérieurs d'Etudes Technologiques (ISET) résidant dans les gouvernorats de l'intérieur du pays (Siliana, Béja, Kef, Jendouba, Kairouan, Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa, Tozeur, Gabès et Médenine). Le programme vise à construire 10 centres où pourront être formés 5000 jeunes par an. Les 250 jeunes diplômés qui intégreront le centre ELIFE de Siliana bénéficieront de 6 mois de formation pratique et de stage en entreprise au sein de centres de formation technologiques. Pour rappel, l'AFD a accordé une subvention de 2,9 M EUR pour l'acquisition du matériel informatique de l'ensemble du programme. A noter que le projet se fait en partenariat avec de grands groupes comme Tunisie Telecom, EY, LG ou Manpower.

- *Les entreprises tunisiennes ont été invitées à participer à la 2ème édition du forum Ambition Africa ayant lieu les 30 et 31 octobre 2019.*

Le forum « Ambition Africa » est un rendez-vous annuel des relations économiques et commerciales franco-africaines en présence de ministres, d'ambassadeurs, d'intervenants de haut niveau et de délégations d'entreprises venant de l'ensemble du continent africain. La 2ème édition du forum se déroulera au ministère français de l'Economie et des Finances les 30 et 31 octobre 2019, et s'articulera autour d'une séance plénière en présence d'officiels français et africains, d'ateliers thématiques sectoriels et transversaux, de rendez-vous d'affaires ciblés au format B2B, d'un village d'experts et de moments plus festifs de mise en réseau. Pour rappel, une vingtaine d'entreprises tunisiennes étaient présentes lors de la première édition d'Ambition Africa ayant rassemblé en 2018 plus de 1 000 participants français et africains venus de 38 pays d'Afrique.

## LIBYE

- *La National Oil Corporation (NOC) et l'Indonésie discutent des opportunités de formation et du développement de projets offshore.*

Le Président de la National Oil Corporation (NOC) et le Chargé d'affaires de l'Indonésie en Libye ont examiné les domaines potentiels de collaboration et de développement du secteur pétrolier en Libye. L'Indonésie offre une coopération en vue d'améliorer les compétences des travailleurs libyens du secteur pétrolier et gazier par le biais de programmes de formation de pointe, notamment dans les domaines de la technologie navale et du transport maritime. Le Président de la NOC, M. Mustafa Sanalla, a accueilli favorablement cette suggestion et les deux parties ont décidé d'explorer plus avant l'opportunité via le Département général du développement des ressources humaines. Les parties ont également abordé les conditions de retour d'entreprises indonésiennes telles que Pertamina.

- *Le gouvernement a décidé de suspendre les augmentations de salaire des employés.*

Le gouvernement d'Entente Nationale (GEN) a temporairement suspendu toutes ses décisions relatives à l'augmentation des salaires des fonctionnaires. Lors d'une réunion du cabinet mercredi, le gouvernement a déclaré que la suspension avait été prise en raison de ressources limitées et de disparités de salaires entre les employés du gouvernement. Le cabinet a formé un comité chargé de préparer un tableau des paiements équitable pour tous les employés du gouvernement et de faire face à l'inflation des salaires dans le budget public.